

Le Fonds pour l'autonomie et la résilience

Transformer la peur en espoir



GLOBAL ALLIANCE
FOR GREEN AND
GENDER ACTION

Global Alliance for Green and Gender Action (la GAGGA) rassemble le pouvoir collectif des mouvements de défense des droits des femmes, de l'environnement et de la justice climatique dans le monde entier.

La vision de la GAGGA est un monde où les droits des femmes à l'eau, à la sécurité alimentaire et à un environnement propre, sain et sûr sont reconnus et respectés. La GAGGA est soutenue par le Fondo Centroamericano de Mujeres (FCAM), en coopération avec Mama Cash et Both ENDS. La GAGGA mobilise des partenaires travaillant aux niveaux local, national, régional et international dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe (Géorgie) et d'Amérique latine. Les partenaires comptent 20 fonds pour les droits des femmes et la justice environnementale, plus de 40 organisations non gouvernementales (ONG) et plus de 400 organisations communautaires dirigées par des femmes.

Pour plus d'informations: www.gaggaalliance.org/fr/



Le fonds pour l'autonomie et la résilience en un clin d'œil

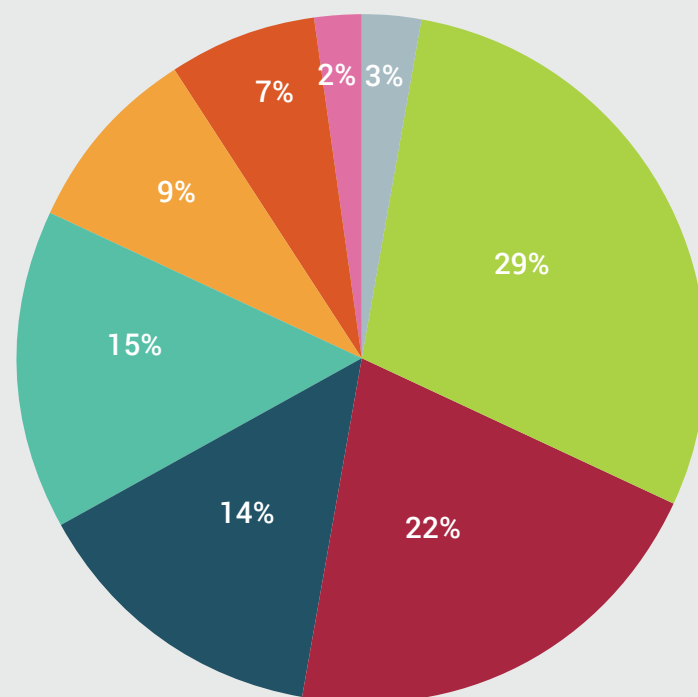
Le fonds pour l'autonomie et la résilience était une initiative de financement unique visant à répondre aux besoins urgents des femmes défenseuses de l'environnement et de leurs communautés. Le fonds répondait à ces besoins en renforçant les systèmes communautaires de résilience et d'autonomie fondés sur les principes d'équité, de solidarité et de soins collectifs pour les personnes et la nature.



Au total, **255 000 €** ont été distribués à **41 organisations communautaires dirigées par des femmes** et à **7 ONG** dans 21 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe (Géorgie) et d'Amérique latine.

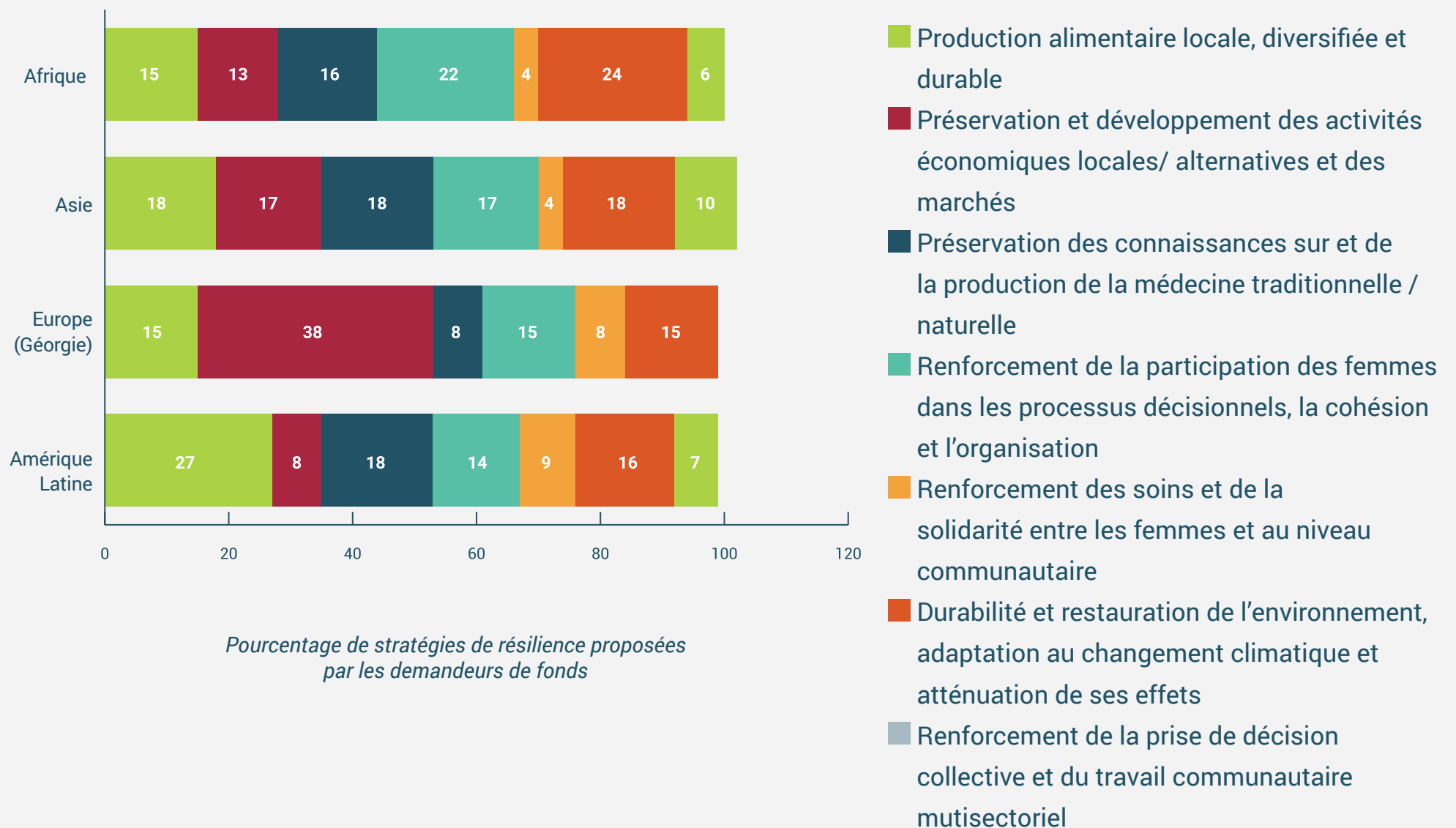
Problèmes affectant les communautés locales

- Pénuries alimentaires
- Perte/réduction de revenus
- Aggravation de l'état de santé
- Pas d'accès à l'eau pour l'assainissement et la production
- Désarticulation de la résistance et de l'organisation des communautés et des organisations communautaires
- Systèmes de santé faibles et déficients (non préparés à traiter la COVID-19)
- Progression des industries extractives/méga-projets dans les territoires durant la pandémie
- Augmentation de la violence sexiste



Pourcentage de problèmes rencontrés par les demandeurs de fonds

Stratégies de résilience des communautés locales par région



Quelques éléments clés à retenir du Fonds pour l'autonomie et la résilience :

- **Faire confiance aux femmes** pour identifier les défis et proposer les solutions les plus adaptées en fonction de leurs propres analyses, contextes et capacités.
- **Utiliser les réseaux et les relations** avec les partenaires et les alliés; faire confiance à leurs connaissances et aux relations qu'ils ont construites au fil des années avec les communautés pour allouer les fonds là où ils sont le plus nécessaires.
- **Éviter les niveaux de complexité inutiles** afin de garantir que les fonds soient distribués rapidement et directement.
- **Des ressources supplémentaires sont nécessaires** pour ce type de financement urgent et réactif, ainsi qu'un soutien organisationnel durable.

Introduction

'Nous entendons par résilience et autonomie la capacité des communautés (et de leurs membres) - ceux qui sont exposés aux catastrophes, aux crises et à d'autres vulnérabilités sous-jacentes - à anticiper, à se préparer, à réduire l'impact, à faire face et à se remettre des effets des menaces et des stress, sans compromettre leur vision à long terme.'

– Une femme défenseure de l'environnement d'Amérique latine

La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur les femmes défenseures de l'environnement et leurs communautés. En plus des problèmes auxquels elles étaient déjà confrontées, notamment le manque d'eau potable et l'avancée des industries extractives et des grands projets d'infrastructure sur leurs territoires, la pandémie a entraîné des pénuries de nourriture et de médicaments, des effets néfastes sur la santé, des pertes de revenus et une augmentation des niveaux de chômage et de violence sexiste (VS). Dans de nombreux pays, les gouvernements ont pris des mesures - prétendument pour faire face à la pandémie - qui ont empêché les communautés de défendre leurs territoires, tout en créant des mécanismes spéciaux permettant aux entreprises de faire avancer leurs programmes. La pandémie a mis en péril les systèmes communautaires d'autonomie et de résilience, nécessaires aux communautés et aux mouvements pour poursuivre leurs efforts de défense des droits des femmes et de la justice sociale, raciale, climatique et environnementale.

En réponse à la crise et aux besoins des mouvements qu'elle soutient, l'Alliance mondiale pour une action verte et de genre (la GAGGA) a agi rapidement pour créer le Fonds pour l'autonomie et la résilience (FAR). Lancée en mai 2020, cette initiative de financement unique visait à répondre aux besoins urgents des femmes défenseures de l'environnement et de leurs communautés en renforçant les systèmes communautaires de résilience et d'autonomie qui reposent sur les principes d'équité, de solidarité et de prise en charge collective des personnes et de la nature. Au total, 255 000 euros ont été distribués à 41 organisations communautaires et sept ONG dans 21 pays du monde.

Avec leurs propres mots: la sagesse des femmes défenseures de l'environnement

Après la conclusion du processus d'octroi de subventions, la GAGGA a commandé une étude du Fonds pour l'autonomie et la résilience afin de déterminer:

- Quels ont été les résultats directs du Fonds pour l'autonomie et la résilience en termes de types et de localisation des groupes soutenus ?
- Quels étaient les principaux problèmes et besoins des demandeuses, comment ont-elles défini et compris les systèmes de résilience et d'autonomie, et quel est le rôle des femmes dans ces systèmes ?
- Quelles sont les caractéristiques qui ont contribué à l'efficacité du FAR et celles qui pourraient être améliorées?

L'étude s'est basée sur l'analyse de 211 propositions soumises au FAR entre mai et juin 2020, la grande majorité provenant d'organisations communautaires dirigées par des femmes. En tant que telles, les propositions offrent une riche source d'informations sur les expériences, les perspectives, les analyses, les connaissances, la sagesse et les stratégies des femmes défenseures de l'environnement et de leurs communautés dans le contexte de la crise de la COVID-19, décrites avec leurs propres mots.

L'analyse des propositions a été complétée par les réponses à un questionnaire (47) et des entretiens qualitatifs (16) avec des organisations communautaires soutenues par le FAR, ainsi qu'avec les membres de l'alliance GAGGA et les fonds partenaires pour les femmes et la justice environnementale qui ont soutenu l'exécution du fonds. Les questionnaires ont été reçus et les entretiens menés en septembre et octobre 2020.

Avec ce document d'information, nous partageons avec la communauté des donateurs quelques résultats clés visant à faire progresser la compréhension des besoins et des stratégies des femmes défenseures de l'environnement et de leurs communautés en temps de crise. Notre objectif est de contribuer à des discussions critiques sur le financement inclusif, flexible,

¹ Toutes les citations incluses dans cette publication proviennent de femmes défenseures de l'environnement ou de fonds partenaires qui ont été soutenus par le Fonds pour l'autonomie et la résilience ou qui ont soutenu sa mise en œuvre. Elles ont été gardées anonymes pour leur sécurité

féministe et communautaire du travail sur la justice en matière de genre, environnementale et climatique.

Le document offre:

1. Un aperçu des faits et chiffres du FAR
2. Une description des principales questions touchant les candidates
3. Une analyse des stratégies des candidates pour résoudre ces problèmes et renforcer l'autonomie et la résilience
4. Des réflexions sur le leadership des femmes en matière de

résilience communautaire et organisationnelle

5. Un résumé des enseignements tirés

Le document se termine par des points clés que les donateurs doivent prendre en compte pour s'assurer que le financement répond aux agendas des femmes défenseuses de l'environnement et de leurs communautés, en particulier en période de crise, et contribue à renforcer efficacement et durablement leurs communautés, leurs organisations et leur travail d'une importance vitale.

1. Des ressources en mouvement rapide pour les femmes défenseuses de l'environnement et leurs communautés: Faits et chiffres

Le Fonds pour l'autonomie et la résilience a été mis à la disposition des partenaires actuels et anciens des trois membres de l'alliance GAGGA (FCAM, Both ENDS et Mama Cash) et des 19 fonds de femmes et fonds environnementaux¹ impliqués dans le réseau GAGGA. La structure du réseau GAGGA - et les relations et la confiance qu'elle facilite - s'est avérée cruciale pour le

succès du FAR, qui a rapidement transféré des ressources vitales aux femmes défenseuses de l'environnement et à leurs communautés. En l'espace de six semaines seulement, la GAGGA a reçu un total de 211 candidatures, dont 193 émanant d'organisations communautaires dirigées par des femmes et 18 d'ONG partenaires de la GAGGA.

- Total des demandes reçues: **211**
- Total des subventions accordées: **48**
- Montant total distribué: **255 000 euros**
- Types de groupes soutenus: **41 organisations communautaires dirigées par des femmes, 7 ONG**



² **Afrique:** Fonds pour les Femmes Congolaises, Global Greengrants Fund, Urgent Action Fund Africa, Women's Fund Tanzania; **Asie:** Keystone Foundation, Mongolian Women's Fund, Non-Timber Forest Exchange Program (NTFP-EP), TEWA - Nepalese Women's Fund, Women's Fund Asia; **Europe** (Géorgie): Women's Fund Georgia; **Global:** FRIDA - Young Feminist Fund, International Indigenous Women's Fund (FIMI), Mama Cash; **Amérique Latine:** Fondo Centroamericano de Mujeres, Fondo de Acción Urgente - América Latina y el Caribe, Fondo de Mujeres de Bolivia - Apathapi Jopueti, Fondo de Mujeres del Sur, Fondo Tierra Viva, Fondo Socioambiental CASA.

Le FAR a soutenu une grande diversité de groupes dirigés par des femmes, notamment des paysannes, des agricultrices, des pêcheuses traditionnelles, des tisserandes artisanales et des cueilleuses. Le financement a soutenu le travail de femmes issues de communautés marginalisées et de divers groupes autochtones, tribaux et ethniques. Voici quelques exemples:

- Afrique: les femmes de communautés telles que Nkwota et Lamu
- Asie: Dalit, Adivasi, Lumad et Negrito

- Amérique latine: Maya Mam et Maya-Ch'orti', Pech, Miskito, Garifuna, Tolupan, Lenca, et le pueblos Enxet, Enlhet, Sanapaná, Angaité, Qom e Yshir

Le FAR a répondu aux besoins de groupes d'âge mixte, de jeunes et de personnes âgées, y compris des femmes âgées orphelines qui travaillaient auparavant dans les mines, des mères célibataires et des veuves, ainsi que des femmes ayant survécu à la violence sexiste, aux conflits et au génocide.

2. Une intensification de l'injustice: Principaux problèmes affectant les candidates

'Ces femmes leaders qui allaient courageusement se battre contre toutes les injustices ont subi des revers chez elles et sur les lignes de front de la lutte. Elles ont été montrées du doigt, on leur a dit qu'il n'y avait aucun moyen pour elles de rassembler une foule (en raison des restrictions de confinement), et ainsi les auteurs d'injustices environnementales peuvent s'en tirer sans être inquiétés.'

– Une femme défenseure de l'environnement en Afrique

L'analyse de toutes les propositions du Fonds pour l'autonomie et la résilience donne un aperçu des principaux problèmes auxquels les femmes défenseures de l'environnement et leurs communautés ont été confrontées et qu'elles ont cherché à résoudre au cours des premiers mois de la pandémie. Dans l'ensemble, elles montrent que la COVID-19 - et la réponse qui lui a été apportée - a intensifié des dynamiques et des circonstances déjà extrêmement difficiles pour de nombreuses communautés, notamment le défi de répondre aux besoins humains de base et la nécessité de défendre avec vigilance leurs territoires. Les six principaux défis identifiés dans les propositions étaient:

Des pénuries alimentaires

Dans certains contextes, les mesures COVID-19 comprenaient une interdiction totale de quitter sa maison, ce qui signifie que les agricultrices ne pouvaient plus travailler leurs terres, même à des fins de subsistance. Les candidats au FRA ont décrit un accès réduit aux semences et autres intrants pour la production alimentaire, en partie à cause de politiques agricoles de longue date qui ont découragé la diversification, l'utilisation et le stockage des semences locales. Dans certains endroits, les familles possédant des semences ont été contraintes de les utiliser

pour se nourrir, plutôt que de les conserver pour les replanter. Dans le même temps, les prix des semences et des intrants agricoles ont augmenté, ce qui a rendu d'autant plus difficile pour les agricultrices et les communautés rurales d'investir dans des activités agricoles.

Une perte de revenus

Dans la plupart des communautés, la réduction de l'économie aux niveaux mondial, national et local a entraîné la perte d'emplois formels, tandis que les longs et stricts confinements, les couvre-feux et la fermeture des frontières ont empêché les gens de se livrer à des activités informelles génératrices de revenus. Les marchés et les transports locaux ont été fermés, et les gens ne pouvaient plus se rendre dans les villes pour vendre leurs produits. Dans certaines communautés, la nourriture s'est mise à pourrir, car les gens ne disposaient pas du matériel de stockage et de conservation nécessaire pour faire face à la situation. Pour certaines familles, la réduction des revenus a eu un impact sur l'accès à la nourriture.

Un accès limité à l'eau

Pour de nombreuses communautés, la pandémie de COVID-19 a affecté l'accès à l'eau, en particulier à l'eau propre et sûre. D'une part, les femmes et les filles ont été soumises à une pression accrue pour obtenir davantage d'eau pour leur foyer en raison de l'intensification des mesures d'hygiène et du fait que davantage de membres de la famille restaient à la maison. D'autre part, les femmes et les jeunes filles qui, dans certains endroits, doivent parcourir de longues distances à pied pour aller chercher de l'eau pour leur foyer, ont vu leur mobilité limitée

par les fermetures. Le manque d'eau potable a non seulement rendu difficile l'application des mesures recommandées pour prévenir la propagation du virus, comme le lavage régulier des mains, mais il a également limité la production agricole, ce qui a contribué aux pénuries alimentaires.

Des impacts sur la santé et une réduction de l'accès aux soins de santé

Les candidats au FAR ont décrit une pression accrue sur les femmes, avec des impacts négatifs sur leur santé physique, mentale et émotionnelle. Dans des circonstances de plus en plus difficiles, les femmes devaient assurer l'alimentation de leur famille, gérer la scolarité de leurs enfants et s'occuper des problèmes de santé de leur famille, notamment de la COVID-19. Dans le même temps, certaines communautés n'ont pas reçu d'informations précises sur le virus, ni de kits d'assainissement. En raison du racisme, du classisme et d'autres formes d'exclusion sociale, l'accès de nombreuses communautés aux services publics, notamment aux services de santé, à la nourriture d'urgence, aux subventions et aux médicaments, était déjà limité. Lorsque les systèmes de santé ont été surchargés et que les prix ont augmenté, l'accès de certaines communautés aux services de santé et aux médicaments a encore diminué.

Une violence accrue

Certaines communautés ont été confrontées à une augmentation des abus de pouvoir de la part des autorités locales et à une augmentation de la violence directe, les autorités utilisant les mesures COVID-19 pour justifier leurs actions. Les candidats au FAR étaient également préoccupés par l'augmentation de la violence et des abus sexuels à l'encontre des femmes et des

filles dans la sphère privée (partenaires, filles, nièces et autres femmes), étant donné la période prolongée d'isolement avec des partenaires intimes abusifs, l'espace limité au sein des ménages et l'insécurité économique accrue.

Des contraintes à l'organisation et à la capacité de résistance et de défense des territoires

Les candidats étaient également préoccupés par le fait que les mécanismes imposés par les gouvernements pour empêcher la propagation du virus servaient à consolider la présence de l'agro-business, des grands projets d'infrastructure et des industries extractives sur les territoires des communautés. Dans certaines régions, les gouvernements ont ouvert des réseaux en ligne permettant aux entreprises d'obtenir des licences pour l'extraction de ressources, tout en limitant la mobilité des personnes et leur capacité à défendre leurs territoires. En outre, bien que des mesures spéciales aient été introduites pour faciliter l'octroi de licences en ligne pour les entreprises, aucune mesure similaire n'a été introduite pour des consultations communautaires appropriées - une condition préalable à l'octroi de licences dans de nombreux pays.

La COVID-19 et les blocages en réponse à celle-ci, ainsi que le manque de financement, ont limité les possibilités de nombreux candidats de communiquer et d'organiser collectivement leur travail pour la défense et la durabilité de leurs communautés et territoires. Les organisations ont dû retarder la mise en œuvre de programmes essentiels au bien-être des communautés. Pour certains, le passage au travail et à la communication en ligne n'a pas été possible en raison du manque de compétences technologiques et d'infrastructures, notamment l'accès à l'internet.

3. Des systèmes d'autonomie et de résilience, pour cette crise et la suivante

Le Fonds pour l'autonomie et la résilience a aidé les groupes, réseaux et mouvements locaux dirigés par des femmes à faire face à ces problèmes et à répondre à leurs besoins urgents en renforçant leurs systèmes de résilience et d'autonomie. L'objectif de la GAGGA était d'aider les mouvements à se maintenir non seulement pendant la crise de la COVID-19, mais aussi pour soutenir leur travail à l'avenir et accroître leur résilience, ce qui,

nous l'espérons, les aidera également en cas de crises futures.

Que nous apprennent les propositions du FAR sur la façon dont les femmes défenseuses de l'environnement et leurs communautés définissent et comprennent les systèmes de résilience et d'autonomie ? Selon l'analyse externe des propositions du FAR, les femmes défenseuses de l'environnement et leurs communautés considèrent que la

résilience et l'autonomie sont profondément influencées par une éthique du soin de soi, de sa communauté et de la nature. Leurs systèmes de résilience et d'autonomie sont basés sur la reconnaissance de l'interdépendance entre les personnes et l'environnement.

Pour les candidats du FAR, la résilience et l'autonomie se renforcent mutuellement. D'une part, la capacité à répondre de manière résiliente aux crises renforce non seulement l'autonomie des femmes dans les communautés, mais aussi celle des groupes marginalisés - peuples autochtones, communautés d'ascendance africaine, communautés rurales - au sein de la société dans son ensemble. D'autre part, lorsque les communautés définissent de manière autonome le type de bien-être qu'elles recherchent et reconnaissent leur propre

potentiel, elles ont une plus grande capacité à résister et à s'adapter aux crises par elles-mêmes, ce qui augmente leur résilience.

L'analyse commandée des propositions du FAR a révélé que les principales stratégies de résilience des candidats se répartissaient en trois grandes catégories: relocalisation de la nourriture, des médicaments, des marchés et des connaissances; renforcement des environnements durables et des communautés solidaires; et renforcement du pouvoir collectif des femmes et de la communauté. Le tableau suivant présente un aperçu des relations entre ces différentes stratégies de résilience et la manière dont elles contribuent aux différents types d'autonomies ou de souverainetés, également identifiées par les candidats.

Systemes de résilience et d'autonomie des communautés

Stratégies de résilience		Autonomies	
Production alimentaire locale, diversifiée et durable	Re-localisation de l'alimentation, de la médecine, des marchés et des connaissances	Alimentation, santé et souverainetés économiques	Souveraineté alimentaire
Préservation des connaissances et production de la médecine traditionnelle/naturelle			Souveraineté sanitaire
Préservation et développement des activités et marchés économiques locaux/alternatifs			Autonomie économique des communautés
Durabilité et restauration de l'environnement, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets	Renforcer les environnements durables et les communautés solidaires	Organisation autonome des relations nature-société	Préserver les modes de vie et les connaissances traditionnels, autochtones et paysans
Renforcement des soins et de la solidarité entre les femmes et au niveau communautaire			Gestion autonome de l'eau
Renforcement de la participation des femmes aux processus de décision, de cohésion et d'organisation	Renforcer le pouvoir collectif des femmes et de la communauté	Autonomie des femmes et des communautés autochtones	Relations durables/respectueuses entre la nature et la société
Renforcer la prise de décision collective et le travail communautaire multisectoriel			Défense et redistribution des terres et des ressources naturelles

Une relocalisation de la nourriture, des médicaments, des marchés et des connaissances

‘Si les associations de femmes ont les connaissances et l’autonomie nécessaires pour produire et multiplier leurs propres semences locales de manière agroécologique et durable; Si elles peuvent transférer ces connaissances à leurs homologues féminines par le biais d’approches d’apprentissage agricole de femme à femme; Si elles ont accès à des financements abordables par le biais d’associations villageoises d’épargne et de crédit dans le cadre de l’économie solidaire; ALORS l’insécurité alimentaire sera réduite et les agriculteurs seront beaucoup plus résilients, par exemple face à la hausse des prix des semences agricoles.’

– Une femme défenseure de l’environnement en Afrique, soutenue par le Fonds pour l’autonomie et la résilience

Le renforcement de la production alimentaire locale, diversifiée et durable était la stratégie de résilience la plus courante dans les propositions du Fonds pour l’autonomie et la résilience. Pour les candidats, cela implique le développement ou l’amélioration des jardins potagers et des cuisines communautaires, la création et/ou le renforcement des banques de semences, des foires aux semences et d’autres mécanismes d’échange de semences, ainsi que la diversification des cultures pour maintenir la production d’une variété d’aliments sains et nutritifs pour la communauté. Les communautés développent également leur résilience par la production de médicaments

traditionnels/naturels, qui est étroitement liée à la production alimentaire. Elles s’efforcent de préserver et de partager les connaissances ancestrales sur la production, la transformation et l’utilisation des herbes et des plantes médicinales, ainsi que sur les aliments sains, afin de garantir la santé de leurs populations. Elles organisent des échanges de savoirs ancestraux entre les femmes autochtones et les femmes de différentes communautés, ainsi qu’entre les personnes âgées et les jeunes.

La production locale d’aliments et de médicaments, ainsi que la valorisation et la préservation des connaissances traditionnelles, sont complétées par le renforcement des marchés locaux et le développement d’activités économiques alternatives adaptées à la «nouvelle normalité». Ces stratégies de résilience contribuent à la souveraineté alimentaire, sanitaire et économique des communautés. Pour les communautés, la souveraineté alimentaire et sanitaire signifie non seulement pouvoir cultiver leurs propres aliments, herbes et plantes médicinales, et réduire leur dépendance à l’égard des marchés mondiaux de l’alimentation et de la santé, mais aussi avoir un meilleur contrôle sur la qualité de ce qu’elles consomment. Cela signifie également valoriser leurs propres connaissances et expériences en matière de santé, leur culture alimentaire, y compris les saveurs et les habitudes, et la variété de leurs semences.



Crédit Photo: Lokiaka Development Centre, Nigeria

Favoriser la solidarité et renforcer la souveraineté alimentaire dans un village andin en Bolivie

Une subvention accordée à Colectivo CASA, un collectif de femmes en Bolivie, a permis au groupe de mettre en place un jardin communautaire basé sur un ancien système de partage et d'échange de travail, appelé «Ayni». La communauté connaissait une baisse de la production alimentaire due aux restrictions de quarantaine, en plus des problèmes existants de pollution minière et de manque d'eau. Les familles n'avaient d'autre choix que de consommer leurs graines, ce qui a entraîné une pénurie de semences. L'objectif principal du jardin était de favoriser la production solidaire et l'échange de produits entre les femmes de la communauté, dans le but de sauvegarder la biodiversité et de renforcer la souveraineté alimentaire comme mesure de résilience à la crise. La subvention a couvert les coûts des semences, des engrais et de la location d'un tracteur, ainsi que des outils pour la récolte de l'eau. En outre, la subvention a soutenu l'organisation d'un ancien rituel de remerciement - une pratique communautaire visant à promouvoir la solidarité et le respect de la Terre Mère et la gratitude pour ses fruits. Ce rituel est important pour la défense de la souveraineté alimentaire de la communauté et sa capacité à récolter l'eau, et est considéré comme un acte de résistance à l'extractivisme patriarcal.



Crédit Photo: Colectivo CASA, Bolivie

Les propositions du FAR décrivent la préservation et le développement d'activités et de marchés économiques locaux/alternatifs comme une autre stratégie importante pour assurer l'autonomie économique et permettre aux gens de rester dans leurs communautés au lieu de devoir migrer vers les grandes villes. Pour les candidats, cette stratégie implique la préparation et la formation à l'identification de marchés pour leurs produits, le développement de l'agrotourisme et de l'écotourisme, le recyclage de produits pour l'artisanat, la production de textiles tissés et le troc de marchandises, entre autres.

La pandémie a prouvé que la souveraineté alimentaire et sanitaire revêt une importance particulière lorsque les liens des communautés avec les marchés extérieurs se rompent. La crise a montré à quel point les communautés deviennent vulnérables lorsque leur accès à la nourriture et à la santé dépend entièrement de mécanismes de marché qu'elles ne contrôlent pas. La relocalisation de la nourriture, des médicaments, des marchés et des connaissances, associée à des systèmes autonomes de gestion de l'eau, est essentielle pour réduire cette dépendance.

Des soins et une durabilité environnementale

'La résistance à la crise générée par la COVID-19 démontre qu'entre femmes, nous prenons soin les unes des autres, avec une grande solidarité, avec des échanges de produits entre femmes des communautés, avec des pots communs, et en appliquant des

connaissances ancestrales pour la prévention de la santé. [...] Nous sommes en train de tisser et d'articuler les demandes socio-environnementales des femmes, sur la base de l'affection, du soin collectif, de la solidarité et de la réciprocité avec la Terre Mère.'

– Une femme défenseure de l'environnement d'Amérique latine

'Nous nous rencontrons pour partager des histoires, des connaissances et même de l'anxiété.'

– Une femme défenseure de l'environnement en Asie

Le développement de moyens de subsistance écologiquement durables et capables de répondre aux effets du changement climatique, des activités extractives, de l'agro-industrie et des projets d'infrastructure à grande échelle fait partie intégrante des systèmes de résilience décrits par les candidats du FAR. Cette stratégie comprend l'adoption de systèmes de production agroécologiques; des efforts continus pour la restauration des sols, de l'eau, des plantes et la préservation de l'environnement; des mécanismes appropriés de gestion des déchets; la systématisation, la documentation et la diffusion d'informations sur les impacts environnementaux sur leurs territoires, etc. D'autres exemples sont la conception et la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce et d'infrastructures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Le renforcement des connaissances et de la participation des femmes à ces systèmes est un élément clé de cette stratégie de résilience.

De l'eau propre pour les communautés touchées par l'exploitation minière et des aliments sains pour les patients de l'hôpital de l'île de Lamu, au Kenya

Une subvention accordée à l'organisation communautaire dirigée par des femmes, Save Lamu, au Kenya, a permis de rénover des réservoirs d'eau de pluie gérés par la communauté et de traiter l'eau afin d'améliorer l'accès à l'eau potable. La subvention a également couvert la restauration d'un jardin potager de l'hôpital afin que les patients puissent bénéficier d'une alimentation équilibrée. Grâce à ces deux initiatives, ainsi qu'à une fiche d'information sur la COVID-19 destinée aux communautés, le groupe a voulu sensibiliser ces dernières à la crise et à ses liens avec le changement climatique, ainsi qu'à la nécessité de préserver les forêts et les mangroves et d'assurer un développement écologiquement durable.

Les propositions du FAR montrent que les candidats comprennent la durabilité environnementale comme une éthique de soins visant à la durabilité de la vie. Cela implique de valoriser intégralement le bien-être de tous les membres de la communauté, y compris les aspects mentaux, émotionnels et physiques. Dans les moments de crise, prendre soin les uns des autres implique des actes de profonde solidarité au niveau de la communauté, qu'il s'agisse du maintien des rituels et des pratiques spirituelles, de la réduction de la charge de travail des femmes ou de processus de guérison complets. Le troc d'aliments et de produits pour couvrir les besoins de base, et les pratiques locales comme *al partir*, dans lequel les familles collaborent pour produire et partager leur récolte, et la *minga*, une sorte de système d'entraide entre les familles, sont des exemples de la construction d'économies basées sur la solidarité présentés dans les propositions du FAR.

Ces stratégies de résilience soulignent l'importance de l'autonomie dans l'organisation des relations nature-société. En d'autres termes, les communautés veulent définir elles-mêmes la manière dont elles organisent leurs relations entre elles et avec la nature, en fonction de leur propre conception du développement, ce que certains appellent le «*buen vivir*» (le bien vivre). Cette vision harmonieuse sur le plan environnemental et social contraste avec le modèle de développement dominant, fondé sur la destruction de la nature et le mépris des personnes, tout en privilégiant les marchés et le capital. Pour rendre leurs visions possibles, les communautés doivent déployer des efforts continus pour exiger des approches durables du développement,

défendre et redistribuer les terres et les ressources naturelles, et lutter contre les industries extractives et les autres entreprises qui ont un impact négatif sur leurs territoires.

Un pouvoir collectif des femmes et des communautés

'Chaque année, lors de l'assemblée de nos membres, nous déterminons les mesures et les actions que nous pouvons prendre - dans un esprit de coopération mutuelle et en nous fondant sur les opinions des femmes, la sagesse des aînés et les connaissances traditionnelles de la communauté - pour que les femmes autochtones et notre communauté puissent vivre pleinement au milieu de l'assaut des industries extractives.'

– Une femme défenseure de l'environnement en Asie

'Nous comprenons la résilience et l'autonomie comme: 1) l'organisation collective du SOIN, où nous trouvons notre propre espace pour discuter, décider et défendre notre territoire, en nous sentant en sécurité, aimés et pris en charge; 2) l'organisation collective de la RÉSISTANCE contre le capitalisme, le patriarcat et le colonialisme, qui ont rendu notre contribution et notre travail invisibles en tant que femmes âgées, établissant comme seul sujet valable « l'homme blanc, jeune, propriétaire, producteur actif »; et 3) l'organisation collective pour la construction commune d'une ALTERNATIVE, exprimée dans la lutte pour une COMMUNE qui ne détruit pas l'environnement rural et l'écosystème, mais qui s'y intègre.'

– Une femme défenseure de l'environnement d'Amérique latine

Renforcement de la résilience économique, de l'autogestion de la santé, de la solidarité et de la sororité chez les paysannes du Nicaragua

Une subvention accordée à l'organisation communautaire dirigée par des paysannes, la Fundación Entre Mujeres, au Nicaragua, a permis de renforcer les coopératives rurales de femmes, notamment en organisant des séances de soins personnels pour les membres du conseil d'administration des coopératives. La subvention a couvert l'infrastructure solaire nécessaire au séchage et à la conservation du café et de l'hibiscus, dans le but de réduire le risque de perte de revenus due à la pandémie. La subvention a également permis de financer du matériel, des clôtures et des semences pour les vergers gérés par des jeunes femmes - afin de garantir une alimentation saine et de renforcer l'immunité - et l'installation de lavabos dans les centres communautaires pour permettre le lavage des mains.

L'analyse des propositions du FAR montre que pour les candidats, la protection de l'environnement et la défense des territoires contre les effets des puissants intérêts économiques nécessitent un travail collectif et multisectoriel, une production coopérative et une mise en réseau entre les organisations, les communautés et les femmes. En ce sens, les systèmes de résilience des communautés impliquent des efforts visant à faciliter les processus de discussion et de prise de décision concernant leurs problèmes de manière collective. Si, individuellement, elles sont trop faibles pour affronter le pouvoir des grandes entreprises qui s'emparent de leur eau et de leurs terres et les contaminent, collectivement, elles peuvent s'organiser de manière à être plus fortes. Agir

collectivement demande de construire des points de vue communs sur la manière dont ils veulent gérer leurs territoires, leurs environnements et leurs relations sociales.

Outre le renforcement de la cohésion, un autre aspect important de cette stratégie est la préparation des leaders communautaires au travail de plaidoyer auprès des autorités à différents niveaux. Se rapprocher des autorités est nécessaire mais pas suffisant pour assurer le bien-être des communautés. Les communautés s'engagent auprès de leurs autorités, mais elles comprennent également que les intérêts économiques sont privilégiés par rapport aux intérêts des communautés. À cet égard, les communautés s'organisent et créent des institutions alternatives qui sont plus responsables vis-à-vis

Restaurer l'autonomie communale chez les femmes autochtones déplacées aux Philippines

Une subvention a été attribuée au groupe communautaire de femmes autochtones Sabokahan Unity of Lumad Women, aux Philippines, dont les membres ont été chassés de leurs terres ancestrales en raison de la violence militaire. Les femmes résident actuellement dans un sanctuaire où elles ne peuvent plus s'adonner aux pratiques traditionnelles de recherche d'aliments sauvages, d'élevage et de récolte de tubercules. Nombre d'entre elles n'ont pas accès aux services sociaux, tels que l'éducation ou les services de santé et de subsistance. La subvention a soutenu les efforts du groupe pour renforcer leur sens et leur pratique de l'autonomie communautaire par le biais du développement d'un jardin urbain biologique, durable et communautaire de légumes, de tubercules et de plantes médicinales qui seront utilisées pour la consommation et les traitements médicaux. La subvention a également couvert la mise en place d'un système d'irrigation pour faire face au problème de pénurie d'eau, qui s'est aggravé à la suite de la COVID-19.



Crédit Photo: Sabokahan, Philippines

de leurs membres. Dans le contexte de la pandémie, certaines communautés ont créé leurs propres comités de travail. Alors que pendant la journée, les femmes s'organisent pour fournir de la nourriture et des soins de santé à leurs familles et à leurs communautés, la nuit, des brigades d'hommes défient les militaires et sortent pour protéger leurs territoires de l'avancée nocturne de l'occupation légale et illégale par les mafias locales et les entreprises qui se sont vu attribuer des licences.

Un objectif essentiel de la plupart des communautés est de parvenir à l'autonomie des femmes et des populations

autochtones. Les initiatives visent notamment à renforcer la participation des femmes aux processus décisionnels qui les concernent, elles et leur communauté; leur accès à la terre, aux ressources et à la formation; la lutte contre la violence sexiste; la réévaluation et la redistribution des soins et du travail domestique; et la visibilité, l'identité et la reconnaissance des agricultrices, sages-femmes et guérisseuses. Les communautés luttent également pour la reconnaissance et le renforcement des systèmes de gouvernance traditionnels, pour le renforcement des capacités de leadership des autorités autochtones, des grands-parents et des guérisseurs, sur la base de leurs valeurs et de leurs points de vue.

4. Le leadership des femmes dans la résilience communautaire et organisationnelle

'C'est nous qui menons les actions et qui assurons l'aide et le soutien aux familles au sein de la communauté. [...] Nous sommes les premières, la ligne de front dans la réponse humanitaire, et dans la récupération et la réhabilitation des moyens de subsistance.'

– Une femme défenseure de l'environnement d'Amérique latine, soutenue par le Fonds pour l'autonomie et la résilience

L'analyse des propositions du Fonds pour l'autonomie et la résilience confirme que les femmes locales jouent un rôle de premier plan dans leurs communautés en assurant à la fois la survie et la résilience. Les systèmes communautaires de résilience sont profondément liés à l'économie des soins, dans laquelle les femmes, en raison des rôles sexués historiques, sont principalement responsables. Les femmes plantent et récoltent. Elles vendent leurs produits au marché. Elles cuisinent, elles soignent. Elles échangent leurs connaissances, mènent des recherches, gèrent les systèmes d'eau. Elles organisent les banques de semences et les foires, construisent les infrastructures, formulent les demandes de leurs communautés et plaident pour des solutions à tous les niveaux. Elles contiennent la peur et l'insécurité de leurs familles et des autres membres de la communauté. Elles s'organisent pour leurs droits en tant que femmes, ainsi que pour la protection de leur environnement. Elles trouvent des solutions créatives à la perte de revenus. Elles luttent contre les industries extractives et l'agrobusiness. En résumé, les femmes sont souvent chargées de prendre les décisions et les mesures nécessaires pour faciliter les conditions de durabilité de

la vie. Elles jouent un rôle clé dans la gestion des crises et la coordination des soins qui constituent l'épine dorsale de la survie et de la résilience de leurs familles et de leurs communautés.

De même, les femmes dirigeantes jouent un rôle crucial pour assurer la résilience des organisations. Nombre d'entre elles ont consacré leur vie à œuvrer pour le bien-être de leur communauté, des femmes et de l'environnement. Les femmes dirigeantes identifient activement les opportunités et organisent leurs communautés en vue de la réalisation d'objectifs collectifs. Elles traduisent la vision des communautés dans le langage des financeurs et veillent à ce que cette vision ne se perde pas dans le processus. Elles trouvent des solutions créatives à un certain nombre d'obstacles liés à la pandémie, notamment les restrictions en matière de mobilité et de communication, les lois limitant les mouvements d'argent au niveau local, la fermeture des banques et les difficultés à mettre en œuvre les initiatives proposées en raison de l'accès limité aux intrants, de la fermeture des marchés et des transports, etc. Les femmes dirigeantes doivent également faire face aux besoins accrus de leurs communautés et aux ressources limitées pour les satisfaire. Elles doivent faire face à un stress et à des pressions incommensurables sur leur santé mentale et émotionnelle, tant pour elles-mêmes que pour les autres femmes de la communauté, y compris des attaques ou des persécutions pour leur rôle dans l'organisation d'autres femmes et de leur communauté, qui s'est intensifié en raison de la pandémie.

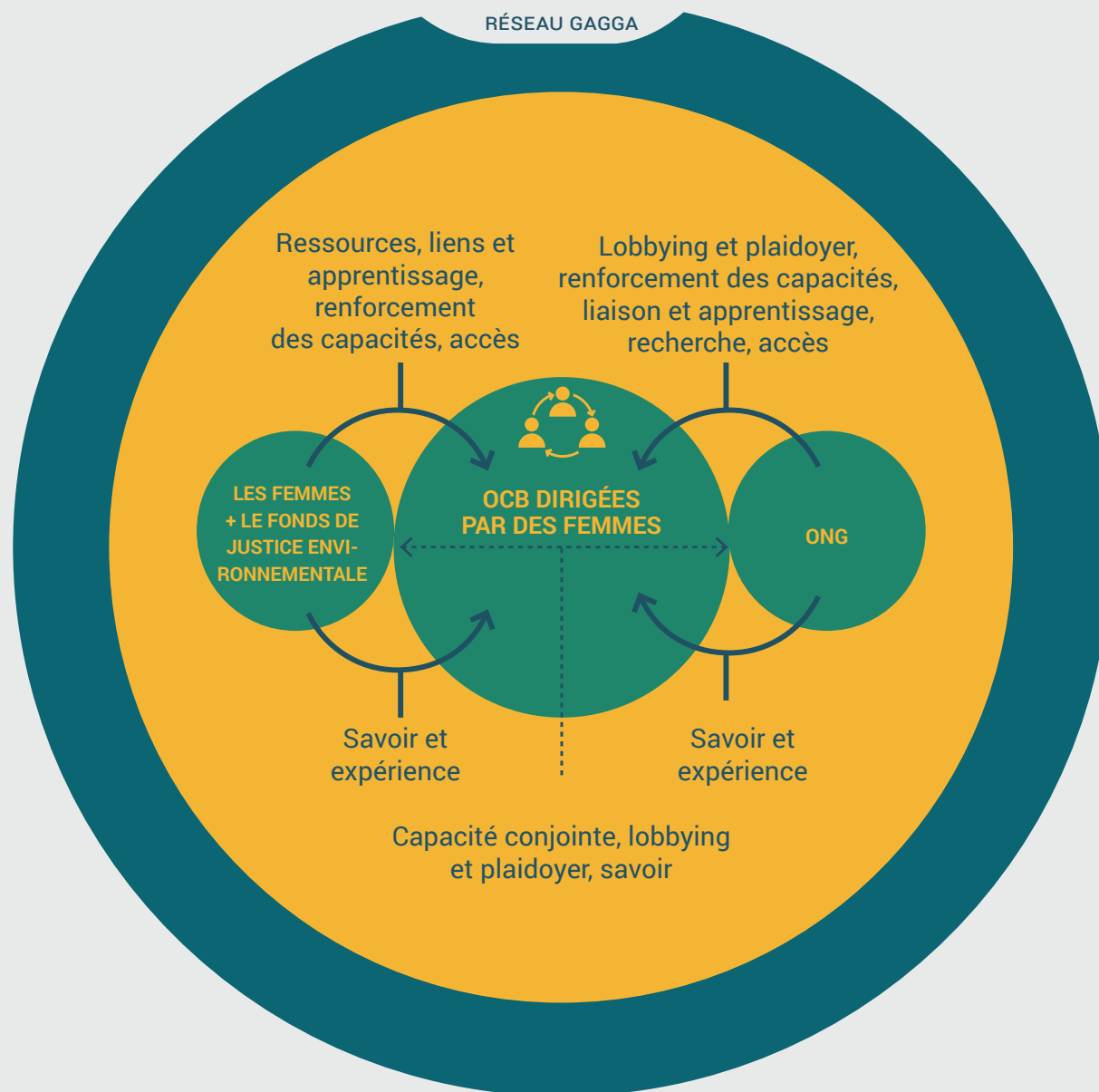
5. Ce qui marche: les enseignements du Fonds pour l'autonomie et la résilience

'La GAGGA apprécie notre travail, en particulier notre proximité avec les communautés et notre connaissance du contexte. La GAGGA a une relation continue avec nous. Nous n'avons jamais cessé de communiquer. Ils savent ce que nous faisons. Cette connaissance vient du fait qu'ils ont promu des activités conjointes. Nous apprenons à nous connaître et nous créons des espaces de communication et des relations significatives.'

– Le personnel d'un fonds partenaire d'Amérique latine, qui a soutenu la mise en œuvre du Fonds pour l'autonomie et la résilience

Le Fonds pour l'autonomie et la résilience a extrêmement bien réussi à atteindre son objectif principal: mettre rapidement des ressources entre les mains d'un large éventail de femmes défenseuses de l'environnement et de leurs communautés en

temps de crise, afin qu'elles puissent poursuivre leur travail. Dans l'ensemble, l'évaluation du FAR a révélé que les relations fortes et multiples au sein de la GAGGA ont permis au FAR de répondre de manière agile et très pertinente aux besoins urgents des communautés. Cela était dû à la base et à la structure solides que la GAGGA a construite depuis 2016. L'efficacité du mécanisme a été facilitée par, d'une part, les relations étroites entre les fonds pour les femmes et l'environnement participants et les organisations, réseaux et mouvements qui pouvaient postuler, et d'autre part, les relations entre ces fonds et les membres de la GAGGA (FCAM, Mama Cash et Both ENDS). Ci-dessous, des informations supplémentaires sont fournies sur les leçons et les domaines d'amélioration possibles pour le Fonds pour l'autonomie et la résilience.



Le processus du Fonds pour l'autonomie et la résilience - s'appuyer sur la structure et les réseaux de la GAGGA

Éligibilité: Le FAR a été mis à la disposition des bénéficiaires actuels et passés (organisations communautaires) des fonds partenaires pour les femmes et la justice environnementale, ainsi que des ONG actuellement soutenues par la GAGGA.

Diffusion: L'appel a été diffusé par les fonds partenaires de la GAGGA, qui l'ont envoyé par différents canaux à leurs homologues locaux.

Procédure de candidature: Un formulaire de candidature demandait de répondre en quelques centaines de mots à quatre questions principales. Les options pour postuler au FAR comprenaient: a) l'envoi d'un document texte par e-mail; b) le remplissage d'un formulaire en ligne; c) l'envoi d'une note audio/vocale via un téléphone portable. Les candidatures ont été reçues en continu du 5 juin au 15 juillet 2020. Trois cycles d'examen (toutes les deux semaines) ont eu lieu, au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles demandes.

Sélection: Lors de chaque cycle d'examen, la GAGGA a sélectionné un certain nombre de propositions à soutenir et a défini les mécanismes nécessaires pour octroyer les subventions dans les meilleurs délais.

Pertinence et clarté, sur la base des connaissances accumulées

L'accent mis par la GAGGA sur l'interrelation entre les droits des femmes et la justice environnementale en fait un allié unique pour les organisations communautaires et les ONG. La plupart des fonds et des agences de développement travaillent sur ces sujets séparément, mais dans la réalité vécue par les femmes, ils sont imbriqués. Le FAR était pertinent car il reconnaissait cette interrelation et couvrait des questions très pertinentes pour les communautés. En outre, la GAGGA a bien compris - comme les défenseuses de l'environnement et leurs communautés - que la réalisation des droits des femmes et de la justice environnementale est un processus qui nécessite un engagement à long terme.

Depuis son lancement en 2016, les organisations et fonds de défense des droits des femmes et de la justice environnementale impliqués dans la GAGGA ont développé une compréhension commune, se renforçant mutuellement en échangeant leur expertise et leur expérience. Ainsi, la GAGGA a pu transmettre

avec succès une transparence partagée des objectifs dans l'appel à propositions du FAR. Le fait d'inviter des candidatures provenant exclusivement d'organisations qui ont été liées à la GAGGA s'est avéré être une bonne stratégie, puisque ces organisations connaissaient déjà le fonctionnement de la GAGGA et vice versa. Cela a également facilité la communication d'informations sur le FAR et l'obtention de plus de deux cents candidatures, dont la plupart répondaient aux critères, dans un laps de temps aussi court.

Une agilité et une simplicité, fondées sur la confiance

En quelques semaines, le FAR a été conçu, des accords ont été signés entre les membres de la GAGGA et les fonds participants, l'appel a été diffusé, plus de deux cents propositions ont été reçues, une sélection a été faite, les fonds ont été distribués et les organisations ont commencé leur travail. Le processus de candidature du FAR était simple et flexible, et évitait de surcharger les organisations avec des formats et des exigences de rapport complexes. Le fait que la GAGGA ait consulté les fonds partenaires pour s'assurer que les fonds parviennent aux

organisations locales de la manière la plus rapide et la plus souple possible a joué un rôle important dans son succès.

La coordination et la confiance mutuelle entre les fonds partenaires des femmes et de la justice environnementale et les membres de la GAGGA (FCAM, Mama Cash et Both ENDS) ont permis de surmonter les difficultés et les retards dans les transferts internationaux et de garantir le transfert des ressources aussi rapidement que possible. Par exemple, lorsque certains gouvernements ont rendu plus difficile le transfert d'argent, affectant ainsi la capacité de certains fonds partenaires de la GAGGA à déboursier des fonds à leurs organisations partenaires subventionnées, d'autres fonds partenaires de la GAGGA sont intervenus pour les aider.

Conformément au principe selon lequel les organisations locales sont les expertes de leur propre contexte et les mieux placées pour définir leurs propres stratégies, la GAGGA a autorisé une certaine souplesse dans les propositions du FRA. La GAGGA n'a pas fixé de conditions strictes sur les sujets des propositions, et il a été demandé aux partenaires bénéficiaires de décrire brièvement leurs stratégies de résilience - quelques paragraphes seulement. L'évaluation a montré que les organisations bénéficiaires ont grandement apprécié la flexibilité du financement, ce qui est particulièrement important pour les organisations qui répondent à des situations en

Conclusion

Le mécanisme du Fonds pour l'autonomie et la résilience s'est révélé être un moyen efficace et très apprécié pour:

- Répondre aux problèmes des femmes défenseuses de l'environnement et de leurs communautés en période de crise et d'urgence;
- Allouer l'argent là où il était le plus nécessaire et le mieux utilisé;
- Et contribuer au renforcement des systèmes de résilience et d'autonomie des communautés.

Le travail antérieur effectué par la GAGGA et ses fonds partenaires a créé une base de confiance et a permis une flexibilité et une réponse rapide aux besoins des organisations communautaires, des ONG et des communautés de manière pertinente. Le FAR n'était pas seulement facilement accessible aux candidats

constante évolution, et la confiance accordée par les membres de la GAGGA et les fonds partenaires dans leur jugement et leur stratégie. Cela a renforcé leurs relations avec la GAGGA.

Des possibilités d'amélioration

Le développement et la mise en œuvre du FAR ont été une expérience d'apprentissage pour la GAGGA. L'évaluation du fonds a également mis en lumière les possibilités d'améliorer un tel mécanisme de financement à l'avenir. Parmi les suggestions, citons:

- Améliorer l'application du FAR en utilisant des termes que les communautés utilisent dans leurs luttes quotidiennes, en accordant aux groupes suffisamment d'espace pour décrire leurs contextes et leurs approches, et en traduisant les documents dans les langues locales.
- Rendre la procédure de sélection plus participative et moins basée sur le formulaire de candidature afin de réduire le risque que les organisations ayant de meilleures compétences rédactionnelles soient favorisées.
- Donner un rôle plus important aux fonds partenaires, ce qui aurait notamment permis d'améliorer l'efficacité et de répartir la charge de travail.
- Garantir l'égalité des chances des candidats lors des cycles de décision et un meilleur équilibre entre les régions dans le processus de sélection.

éligibles, il était également stratégique pour renforcer les systèmes de résilience et d'autonomie des communautés et répondre aux problèmes urgents. Le FAR a pu atteindre des groupes locaux avec un leadership féminin fort et reconnu et avec un accès très limité aux sources de financement traditionnelles.

Les résultats de l'évaluation du FAR confirment l'importance de la création de mécanismes d'accompagnement des communautés en situation d'urgence, de manière à soutenir leurs efforts pour renforcer leurs systèmes de résilience et d'autonomie. Ces efforts sont, à long terme, essentiels pour réduire leur vulnérabilité et augmenter leur capacité à répondre aux crises, et pour construire des communautés basées sur la justice sociale et environnementale, et le respect des droits des femmes, des communautés rurales et autochtones.

Compte tenu de l'ampleur sans précédent de la situation de la COVID-19 dans le monde et de ses profondes répercussions à tous les niveaux, un soutien accru était nécessaire. En raison de ressources limitées, la GAGGA n'a pu couvrir qu'environ un quart des organisations candidates, tandis que de nombreuses autres organisations méritantes n'étaient pas éligibles. (Heureusement, certaines des organisations qui n'ont pas été sélectionnées pour le FAR ont été financées directement par les fonds partenaires de la GAGGA).

Quelques éléments clés du Fonds pour l'autonomie et la résilience :

- Faire confiance aux femmes pour identifier les défis et proposer les solutions les plus adaptées en fonction de leur propre analyse, de leur contexte et de leurs capacités.
- Reconnaître que des actions pratiques et simples peuvent faire partie d'une stratégie transformatrice.
- Utiliser les réseaux et les relations avec les partenaires et les alliés, faire confiance à leurs connaissances et aux relations qu'ils ont établies au fil des ans avec les communautés pour allouer les fonds là où ils sont le plus nécessaires.
- Éviter les niveaux de complexité inutiles afin de garantir que les fonds soient distribués rapidement et directement.
- Définir un cadre clair et simple pour le soutien, des critères d'éligibilité pour les organisations et les activités.

- Établir des processus clairs et simples pour les demandes et les rapports.
- Il faut davantage de ressources pour ce type de financement urgent et réactif, ainsi qu'un soutien organisationnel durable.

Malheureusement, la COVID-19 n'est pas un mauvais rêve de 2020. Au contraire, les conditions ont empiré dans de nombreuses régions du monde et les impacts à long terme devraient être graves. Pendant ce temps, le monde est confronté à des crises sociales et environnementales continues, aggravées par le changement climatique, ainsi qu'à des pandémies permanentes de pauvreté, d'exclusion et d'inégalités, de destruction de l'environnement et de violence envers les femmes. Les problèmes, les besoins, les opportunités et les initiatives que les communautés ont abordés avec le FAR resteront d'actualité même si les cas de COVID-19 diminuent et que les situations de confinement sont résolues.

Les donateurs doivent être prêts à intervenir en temps de crise, tout en apportant un soutien durable qui réponde aux programmes des organisations communautaires et renforce leur tissu organisationnel et social. Pour sa part, la GAGGA continuera de veiller à ce que les organisations communautaires dirigées par des femmes disposent des ressources nécessaires pour continuer à organiser, à faire pression et à défendre les droits des femmes à l'eau potable, à la souveraineté alimentaire et à un environnement propre, sain et sûr.



Crédit Photo: ALGES, El Salvador